



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 04/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BAIGTS Christian

7 rue Vincent Gonzalès
33130 Bègles

Références : 26-277

Code AIOT : 0005205639

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/12/2025 dans l'établissement BAIGTS Christian implanté 7 rue Vincent Gonzalès 33130 Bègles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite est réalisée dans le cadre de l'action nationale de libération du foncier industriel, s'agissant d'un site ICPE dont la cessation d'activité a été notifiée avant le 1^{er} juin 2022. Elle a pour vocation de faire un état des lieux, au jour de la visite, de l'avancement de la procédure de cessation d'activité du site, et de pouvoir publier ces informations sur la plateforme Géorisques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BAIGTS Christian
- 7 rue Vincent Gonzalès 33130 Bègles
- Code AIOT : 0005205639
- Régime : Déclaration avec contrôle

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entrepreneur individuel BAIGTS exploitait une activité de négoce de combustibles (stockage et distribution de liquides inflammables) sur les parcelles n°1095, 716 et 711 de la feuille 1 de la section AX. Un récépissé de déclaration lui avait à ce titre été délivré le 25 novembre 1993. Ce dossier a été complété le 27 janvier 2003 par un récépissé de déclaration relatif à l'exploitation d'une activité de transport par route de déchets.

Par lettre du 18 octobre 2007, Monsieur BAIGTS vous a déclaré avoir cessé ses activités le 31 janvier 2007. L'exploitant, personne physique car entrepreneur individuel est décédé en 2008. Il est donc considéré disparu d'un point de vue réglementaire.

Après plusieurs échanges entre l'inspection et l'exploitant, puis avec sa conjointe, la mise en sécurité du site avait été mise en œuvre et un diagnostic des sols transmis. Ce document met en évidence une pollution en hydrocarbures C10-C40 et en HAP au droit de l'ancienne cuve de fuel enterrée.

Suite à la signature d'un arrêté préfectoral, le 11 juin 2014 afin d'encadrer la dépollution via un réseau de venting, les échanges entre la conjointe de l'exploitant et l'administration se sont ensuite interrompus, sans que l'on puisse savoir si les opérations de dépollution ont été menées à leurs termes.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation d'activité : notification	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1	Sans objet
2	Cessation d'activité : notification	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1	Sans objet
3	Impacts potentiels	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'ancien établissement avait bien cessé ses , que l'exploitant était disparu depuis 2008 et que le site avait été entièrement réaménagé depuis cette date. Cet ancien site sera donc enregistré dans la CASIAS afin de conserver la mémoire. Etant donné l'absence d'information sur des éventuelles dépollutions des sols par l'ancien exploitant, il n'est donc pas exclu que des sources potentielles de pollution soient présentes sur le site, et éventuellement en dehors du site .

Une copie de ce rapport est donc transmise à la mairie de Bègles et aux propriétaires des parcelles. Une information sur l'historique de ce site sera publiée sur Georisques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité : notification

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1
Thème(s) : Risques chroniques, Notification cessation
Prescription contrôlée :

I.-Lorsqu'une installation classée soumise à déclaration est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt un mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.
Constats : D'après le rapport de l'inspection en date du 27 novembre 2007, la cessation d'activité aurait été notifiée le 18 octobre 2007.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Cessation d'activité : notification

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
Constats : La notification de cessation d'activité produite par l'exploitant le 18 octobre 2007 a fait l'objet d'un premier rapport de l'inspection des installations classées, le 27 novembre 2007. Il était demandé la réalisation d'un dossier présentant dans un premier temps les mesures mises en œuvre afin d'évacuer les produits et matériels stockés auparavant sur le site, et dans un second temps l'état environnemental du site, dont notamment, compte tenu de l'activité exercée, un diagnostic concernant la pollution éventuelle du sous-sol. Par lettre du 7 avril 2008, l'exploitant avait indiqué avoir pris contact avec des bureaux d'étude afin de procéder à un diagnostic des sols. Dans sa lettre du 17 décembre 2011, la conjointe de l'exploitant informait l'inspection du décès de son époux, l'exploitant le 3 juillet 2008. Aucun élément relatif à la cessation d'activité n'avait été transmis depuis l'engagement de l'exploitant à faire réaliser un diagnostic des sols, le 7 avril 2008. Aussi, dans les rapports de l'inspection datés des 15 février, 27 juin et 4 septembre 2012, l'Inspection avait proposé à Monsieur le Préfet de la Gironde d'inviter la conjointe de l'exploitant à produire les éléments demandés dans son rapport du 27 novembre 2007, conformément à l'article R 512-66-1 du Code de l'environnement, à savoir, les mesures prises ou prévues pour assurer, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;

<p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. Ces éléments ont été portés à la connaissance de l'Inspection en juin 2012 et mars 2013 et ont permis de conclure à la mise en sécurité du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Impacts potentiels

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Intérêts mentionnés au L. 511-1</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...)</p> <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation. Il en informe par écrit le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après l'analyse de l'inspection de ces documents, il apparaissait que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les eaux souterraines ne sont pas impactées sur et en dehors du site, - les sols sont impactés en hydrocarbures et HAP sur une surface de 100 m² sur l'emprise du site,- <p>l'usage futur du site est de type résidentiel et à ce titre, les sols impactés peuvent engendrer des risques sanitaires pour les futurs usagers (par contact direct, par ingestion, par inhalation et/ou consommation de produits cultivés).</p> <p>Un arrêté préfectoral de prescriptions spéciales est signé le 21 octobre 2013. Cet arrêté préconise la réalisation de travaux de dépollution basés sur les conclusions du bureau d'études AMDE qui a réalisé le diagnostic.</p> <p>Dans son courrier du 3 février 2014, la conjointe de l'exploitant a transmis à l'inspection « la note de synthèse - analyse critique des mesures de gestion environnementale proposée 7 rue Gonzales, Bègles (33) » réalisée le 17 janvier 2014 par le bureau d'étude ARCAGEE. Cette analyse fait apparaître une impossibilité technique (profondeur d'excavation à 6m en bordure d'un mur mitoyen) de réaliser les excavations préconisées par le bureau d'étude AMDE et propose à la place la mise en place d'un traitement des sols par venting. Un arrêté préfectoral est signé le 11 juin 2014 afin d'encadrer la dépollution via un réseau de venting. Suite à cela, les échanges avec l'administration se sont interrompus, sans savoir si la dépollution a été réalisée.</p> <p>Il n'est donc pas exclu que des sources potentielles de pollution soient présentes sur le site, et éventuellement en dehors du site.</p> <p>Aujourd'hui, le site a été entièrement réaménagé en trois logements et l'exploitant est disparu.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Annexe photos



7 rue Vincent Gonzalès à Bègles le 19/12/2025



7 rue Vincent Gonzalès à Bègles en août 2008, source Google Street View



Emprise parcellaire de l'ancien site (Feuille 1 Section AX, parcelles n°1095, 716 et 711)